

même *National*, a eu la bonté d'accepter le portefeuille des finances.

M. Charras, collaborateur du dit journal, a été fait lieutenant-colonel sur le champ de bataille de la rue Pelletier, sous-secrétaire d'Etat de la guerre, puis ministre par *intérim*.

M. Frédéric Degeorge, ami et correspondant du *National*, a été nommé préfet du Pas-de-Calais.

M. Cavignac, frère d'un ancien rédacteur du *National*, et ami intime de la maison, a reçu le grade de chef de division, le titre de gouverneur-général de l'Algérie, finalement le portefeuille de la guerre.

Qui encore ? Si nous cherchions bien, nous trouverions probablement que le personnel du *National*, depuis les grands chefs ci-dessus dénommés jusqu'aux garçons de bureau qui doivent être pour le moins préfets ou sous-préfets de la république, a d'assez bonnes raisons pour se dire pleinement *satisfait*.

Seulement, certains esprits chagrins auront peut-être quelque peine à accommoder la *satisfaction* actuelle du *National* avec les violentes diatribes dont cette feuille si désintéressée accablait naguère les célèbres *satisfaits* de MM. Guizot et Duchâtel. O vertu republicaine, ne serais-tu qu'un nom !

(Opinion publique.)

— On lit dans le *Message* : « Parmi les candidatures pour les élections du 4 juin, la plus amusante est, sans contredit, la candidature du citoyen Richement, *dauphin de France*. Le citoyen Richement, on le sait prétend être le fils de Louis XVI, le prisonnier du Temple, échappé aux brutalités du cordonnier Simon. A ce titre, il a revendiqué plusieurs fois la couronne de France, déclarant tour à tour que Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe n'étaient que des usurpateurs de sa légitimité. »

— On lit dans le *Siècle* : « Un fait très-grave, dont on s'entretenait hier à l'Assemblée nationale, est venu compliquer le procès qui s'instruit par suite des événements du 15 mai. Il paraît que la justice avait été conduite par ses investigations à demander la mise en accusation de M. Louis Blanc, M. Crémieux ou M. le procureur-général Portalis devait, dans la séance de samedi, solliciter de l'Assemblée l'autorisation nécessaire pour exercer les poursuites contre un de ses membres. On assure qu'une interdiction formelle de la commission exécutive est venue arrêter l'action de la justice. »

Chronique politique.

« J'étais républicain de la veille, a dit Bréanger, mais je ne veux à aucun prix être républicain du lendemain. »

(Gazette.)

« ... parlons un peu par chiffres : le chiffre a un raisonnement brutal qui a sa valeur : Les 900 coûtent 22,500 fr. par jour, à raison de 25 fr. par tête. Il est vrai qu'ils font une constitution ; du moins ils ont mission de la faire. A l'heure qu'il est, les représentants ont absorbé, depuis vingt-cinq jours, pour les besoins de la représentation, la bagatelle de 562,500 fr. Je ne serais pas fâché de savoir combien de temps durera la représentation. Après tout, si la France se trouve, après la session de la constituante, fortement constituée, je dis que la carte à payer ne saurait être chère. »

(Coursiv.)

« ... Déjà le bon sens du peuple commence à pénétrer certains roués de la république et à les assimiler, sans façon, aux plus célèbres roués de la dynastie d'Orléans ; d'où l'on pourrait conclure qu'il est peu disposé à jouer par récidive, le rôle de dupe. Voici un petit fait qui vient à l'appui de notre dire. Hier au soir, dans un groupe nombreux d'ouvriers qui s'était formé rue Saint-Honoré, un honnête orateur en blouse s'avisa de dire à haute voix : « Tenez, mes amis, savez-vous ce que c'est que tous ces *blagueurs* du 24 février ? C'est tout bonnement la monnaie de Louis-Philippe, pas autre chose. Ma foi ! ça ne valait pas la peine de changer la pièce ! » Et la foule de rire et d'applaudir. »

[Opinion.]

« ... Pendant toute la journée d'hier on a crié dans les quartiers les plus peuplés de Paris une *protestation adressée par Henri V, à l'Assemblée nationale*. Nous n'avons pas à nous occuper de l'authenticité de cette pièce ; nous voulons constater seulement un fait remarquable, c'est qu'une pareille publication n'aurait certainement pas été possible, il y a un mois à peine, sans quelque trouble sérieux, tandis qu'aujourd'hui les passants n'abordaient en foule ceux qui la colportaient que pour l'acheter. Il ne faut jamais désespérer, comme on voit de l'intelligence et de la raison du véritable peuple de Paris. »

[Id.]

« ... LA RÉACTION. — Les républicains, ceux de la *veille* bien entendu, car ceux du *lendemain* commencent à devenir fort rares crient plus que jamais à la *réaction*. Eh bien ! nous l'avouons avec franchise, ils n'ont pas tort. Allez dans les fabriques, dans les ateliers, dans les magasins, dans les boutiques, dans les études de notaires, d'avoués, d'huissiers, de commissaires-priseurs, dans les maisons de banque, à la Bourse, aux théâtres, allez partout enfin, et vous n'entendrez prononcer qu'un seul mot : IMPOSSIBLE. Descendez dans la rue, interrogez l'ouvrier honnête, non pas le fainéant qui s'intitule *travailleur* et qui veut vivre sans travailler, mais le bon ouvrier qui ne demande que de l'ouvrage, et il vous

répondra ? *Cela ne peut pas durer*. Cela est vrai, mais à qui la faute ? [Id.]

Le désordre règne toujours dans les départements.

Chronique Religieuse.

Le 30 de mai, M. Blin de Bourdon, représentant de la somme, a déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale une pétition par laquelle une augmentation de traitement est réclamée dans l'intérêt des desservants de nos campagnes, si mal rétribués jusqu'à ce jour. Le pétitionnaire s'élève aussi contre l'intention que certains alarmistes prêtent à l'Assemblée de vouloir supprimer le budget des cultes, et de mettre le traitement du clergé paroissial à la charge des communes. M. Blin de Bourdon en a demandé le renvoi immédiat au comité des cultes, et il a été ordonné par M. le président.

— Mgr Obregon a été sacré, le 15, évêque de Badajoz par Mgr Brunelli, délégué apostolique, assisté de l'évêque de Cordoue et de l'évêque de Calahorra, préconisé au siège de Valence.

— Le 15 mars 1848, un événement tout nouveau, dont les annales d'aucune histoire nous fournissent d'exemple, eut lieu à Jérusalem : Un pacha turc prêcha les chrétiens dans le plus auguste de tous les temples, celui du Saint-Sépulchre. Le jour précédent, le pacha Mustapha Zéris avait envoyé inviter les trois patriarches, latin, grec et arménien, résidant à Jérusalem, à se rendre chez lui pour conférer avec eux ; ce qui fut fait par les patriarches. Après plusieurs exhortations, tendant à l'union des nations discordantes, le pacha invita les trois patriarches à se réunir le lendemain dans le temple du Saint-Sépulchre, où il se transporta aussi lui-même à l'heure convenue, accompagné de toute sa suite. Les patriarches, étant réunis avec les pères procureurs et leur suite de frères, de moines, de turcsmans, etc., le pacha leur fit une allocution en turc, leur inculquant la paix, la concorde et la bonne harmonie, pour donner bon exemple au peuple, et concluant qu'ils devaient faire cela par amour de Jésus-Christ, devant le sépulchre duquel ils étaient. La paix fut conclue, et le patriarche latin sollicita le pacha de s'être fait le conciliateur de la paix entre les chrétiens.

— On ne saurait se figurer la vive et douloureuse impression qu'a causée dans le Tyrol la nouvelle de la proscription de la Compagnie de Jésus et de la Congrégation du T.-S. Rédempteur, arrachée au souverain et à son gouvernement par la jeunesse effrénée des écoles. Le peuple tyrolien s'élève avec indignation contre une mesure qui le frappe dans ses plus chères affections. De vives et menaçantes réclama-